



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Mercredi 15 février 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

B. Deffains, S. Bourgeois-Gironde, T. Perroud Introduction	p. 5
L. Boisson de Chazournes Les cours d'eau internationaux et leurs utilisations en droit international	p. 9
E. Chambas La Commission centrale pour la navigation du Rhin	p. 25
S. Kpenou La protection de l'accès à l'eau par le prisme des droits collectifs	p. 37
N. Seqat Le principe de participation du public à la gestion des ressources en eau transfrontières : étude de cas des organismes de bassins transfrontaliers	p. 55
G. Bordron Des droits pour les fleuves transfrontaliers ? La gouvernance du Gange en question	p. 77
S. Bourgeois-Gironde, É. Flamme Les futurs réfugiés des îles Kiribati englouties pourront-ils conserver des droits sur leurs zones territoriales actuelles ?	p. 95

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
199^e année
16 février 2023
n° 6 / 7983^e
pages 289 à 336

CHRONIQUE / Sauvegarde des entreprises

La cession de l'entreprise en difficulté
après la loi du 14 février 2022 :
un piège pour l'entrepreneur individuel ?

> Catherine Vincent

305



Version numérique incluse*



322306



ÉDITORIAL

289 L'esprit d'entreprise, un concept ignoré du législateur français ?, *Didier Guével*

ACTUALITÉS

- 295 Sociétés de professions libérales réglementées : publication d'une ordonnance
- 299 Amiante (employeur) : exécution de bonne foi du contrat de travail
- 301 Cycle de conférences (Cour de cassation) : penser les pratiques juridictionnelles

POINT DE VUE

303 Des mesures provisoires fondées sur une demande de brevet :
une solution justifiée ?, *Matthieu Dhenne*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 311 **Panorama** : Droit du sport, Centre de droit et d'économie du sport (OMJ-CDES),
Université de Limoges
- 321 **Notes** : La rente d'accident du travail n'indemnise plus le déficit fonctionnel permanent,
Lecture douce-amère des arrêts du 20 janvier 2023, note sous *Ass. plén.*, 20 janv. 2023 [2 arrêts],
Vincent Rivollier
- 328 Le point sur la responsabilité des places de marché en ligne sur le fondement du droit
des marques à l'occasion de l'arrêt *Louboutin c/ Amazon*, note sous *CJUE 22 déc. 2022*,
Camille Maréchal Pollaud-Dulian
- 332 Prohibition d'un questionnaire sur les données génétiques en droit des assurances,
note sous *Civ. 2^e*, 31 août 2022, *Bernard Beignier et Sonia Ben Hadj Yahia*

ENTRETIEN

306 Joana Falxa – L'avis du contrôleur général sur le Centre national d'évaluation
de l'administration pénitentiaire

DALLOZ

Lefebvre Dalloz

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 01 40 64 53 66
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
SYLVIE FAYE

DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DESBATS,
BÉNÉDICTE FAUVAUQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉRLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUTIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (5403)

- RÉDACTION

Maele HARSOUËT DE KERAVEL (5379)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerces : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (5284)

Laurence BREUZE-DINNAT (5481)

Katy PERCHEREAU (5366)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{er} secrétaire de rédaction : Veronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Yvette NAY, *Directrice*

Fax : 01 41 48 47 92 - ventes@dalloz.fr

Relations clients : Corinne ROUTIER, *Responsable*

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Etranger : 1 016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Février 2023

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Didier Guével

289

L'esprit d'entreprise, un concept ignoré du législateur français ?



ACTUALITÉS

292

DROIT DES AFFAIRES

Concurrence-Distribution

Pratique anticoncurrentielle (dommages-intérêts) : constitutionnalité du régime, Cons. const. 10 févr. 2023

Consommation

Pratique commerciale déloyale (assurance) :

contrat-type trompeur, CJUE 2 févr. 2023

Clause abusive (examen d'office) : décision

d'admission des créances, Com. 8 févr. 2023

Entreprise en difficulté

Déclaration des créances (présomption) : remise

de la liste des créanciers, Com. 8 févr. 2023

Arrêt des poursuites individuelles (arbitrage) :

ordre public international, Com. 8 févr. 2023

Liquidation judiciaire (dessaisissement) :

action en responsabilité contre un avocat,

Com. 8 févr. 2023

Faillite personnelle (prononcé) : clôture

de la procédure collective, Com. 8 févr. 2023

Propriété intellectuelle

Droit d'auteur (droit moral) : texte et musique

d'une chanson, Civ. 1^{re}, 8 févr. 2023

Société et marché financier

Sociétés de professions libérales réglementées :

publication d'une ordonnance

295

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Contrat (résolution) : restitution en valeur des prestations accomplies, Com. 8 févr. 2023

296

DROIT IMMOBILIER

Biens réels solidaires d'activité :

publication d'une ordonnance

297

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Infraction routière (personne morale) : indication de l'identité du conducteur, Crim. 7 févr. 2023

Agression sexuelle aggravée (qualification) : acte de pénétration sexuelle, Crim. 8 févr. 2023

Presse et communication

Agression sexuelle (victime) : diffusion de renseignements sur l'identité, Crim. 7 févr. 2023

Procédure pénale

Détention provisoire (mineur) : inconstitutionnalité partielle du régime, Cons. const. 10 févr. 2023

299

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Amiante (employeur) : exécution de bonne foi du contrat de travail, Soc. 8 févr. 2023

Amiante (préjudice d'ancienneté) : salaire

d'une entreprise extérieure, Soc. 8 févr. 2023

Contrat à durée déterminée : portée

de la requalification, Soc. 8 févr. 2023

Contrat à durée déterminée :

calcul de l'indemnité de requalification,

Soc. 8 févr. 2023

Inaptitude du salarié (licenciement) :

obstacle à tout redassement, Soc. 8 févr. 2023

Inaptitude du salarié (licenciement) :

interdiction d'invoquer un autre motif,

Soc. 8 févr. 2023

300

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Compétence européenne (vente à distance) : lieu de livraison des marchandises, Com. 8 févr. 2023

Cycle de conférences (Cour de cassation) :

penser les pratiques juridictionnelles

Ministère public (assistance à l'audience) :

audience de mise en état, Civ. 2^e, 2 févr. 2023

Appel civil (premières conclusions) :

prétentions sur le fond, Civ. 2^e, 2 févr. 2023

Voie d'exécution

Saisie conservatoire (compétence) : aéronef

de nationalité étrangère, Civ. 2^e, 2 févr. 2023

ARTICLES

715

Le bail dérogatoire ou les périls de la métamorphose

David Lovato

733

Captures d'attention et droit de la concurrence

Marie Cartapanis

RTDCom.

Revue trimestrielle de droit commercial
et de droit économique

CHRONIQUES

777

La vie privée des personnes morales :
fin de l'opposition entre ordres de juridiction ?

Arnaud Lecourt

797

Apport exclusivement rémunéré par l'attribution
de titres donnant seulement accès au capital

Jacques Moury

821

La difficile classification des fonds
selon la réglementation SFDR

Michel Storck

901

Les professions du droit peuvent-elles prétendre
au crédit d'impôt recherche ?

Olivier Fouquet

ref: 512204



9 782995 122042

DALLOZ

Lefebvre Dalloz

ARTICLES

- Le bail dérogatoire ou les périls de la métamorphose**
Par David Lovato p. 715
- Captures d'attention et droit de la concurrence**
Par Marie Cartapanis p. 733

CHRONIQUES

- Organisation générale du commerce**
Concurrence
Par Muriel Chagny p. 753
- Propriétés incorporelles**
Propriété industrielle
Par Jérôme Passa p. 761
- Sociétés et autres groupements**
Sociétés en général
Par Arnaud Lecourt p. 777
- Sociétés par actions**
Par Jacques Moury p. 797
- Sociétés civiles, associations et autres groupements**
Par David Hiez p. 807
- Droit des marchés financiers**
Par Nicolas Rontchevsky
et Michel Storck p. 821
- Crédits et titres de crédits**
Par Dominique Legeais p. 835
- Vente, transports et autres contrats commerciaux**
Par Bernard Bouloc p. 839
- Entreprises en difficulté**
Prévention des difficultés des entreprises
Par Francine Macorig-Venier p. 849
- Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires**
Par Arlette Martin-Serf,
Hélène Poujade
et Corinne Saint-Alary-Houin p. 857
- Droit pénal des affaires**
Par Bernard Bouloc
et Laurent Saenko p. 877
- Régime fiscal des affaires**
Par Olivier Fouquet p. 901

TABLES

- Tables annuelles p. 905



QUESTION D'ACTUALITÉ

LA NOUVELLE DIRECTIVE CSRD EN MATIÈRE D'INFORMATION DE DURABILITÉ

De la déclaration de performance extra-financière
vers un reporting de durabilité pour les sociétés

25



www.effl.fr



À LA UNE

Sociétés - Un pacte d'associés
conclu pour la durée de la société
n'est pas un engagement perpétuel

4

Commentaire - Les clauses
d'exclusivité de contrats
de distribution peuvent constituer
un abus de position dominante

21

Question d'actualité - Le règlement
DMA encadrant les pratiques
des géants du numérique est
bientôt applicable

30



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Pacte d'associés conclu pour la durée de la société
- 5 - Fixation de la rémunération du président de SA
- 6 - Conditions de validité du nantissement d'un compte-titres
- 6 - Responsabilité d'un gérant de SARL en cas de pluralité de gérants
- 7 - Rachat forcé d'actions après refus d'agrément
- 8 - Pacte d'associés fixant le sort d'un bien futur d'une succession
- 8 - Contrat d'émission de valeurs mobilières composées

Entreprise en difficulté

- 9 - Résiliation du bail commercial en cas de procédure collective du locataire
- 10 - Déclaration de la créance née de la résiliation d'un contrat en cours

Contrats

- 13 - Inexécution non fautive du contrat
- 13 - Achat sous la condition suspensive de l'obtention d'un prêt
- 14 - Responsabilité du transporteur sous-traitant en cas de vol des marchandises

Finances de l'entreprise

- 15 - Prescription des actions nées d'un cautionnement
- 16 - Nouvelle aide « électricité » pour les TPE

Biens de l'entreprise

- 17 - Lissage du déplaçonnement du loyer commercial : fixation de l'échéancier

Concurrence

- 18 - Urbanisme commercial : calcul de la surface de vente
- 18 - Sanction d'une vente au déballage irrégulière

Et aussi...

- 19 - Formalités des entreprises

Commentaires

- 21 - Abus de position dominante et clauses d'exclusivité dans des contrats de distribution
- 23 - Clause abusive fixant le tarif horaire d'un avocat

Question d'actualité

- 30 - Le règlement DMA encadrant les pratiques des géants du numérique est bientôt applicable

Veille

- 34 - Veille fiscale et sociale



QUESTION D'ACTUALITÉ



25

**LA NOUVELLE DIRECTIVE CSRD
EN MATIÈRE D'INFORMATION
DE DURABILITÉ**

REVUE LAMY

Droit des Affaires

Les conflits entre actionnaires

Arnaud LECOURT, Matthieu ZOLOMIAN et Julien CHEVAL

- **Loi de finances pour 2023 : aperçu des principales mesures impactant les entreprises**
Ségolène KNEIPP
- **La transmission du fonds de commerce n'emporte pas celle des contrats de distribution :
approche critique**
Alexandre QUIQUEREZ
- **Contrôle des subventions étrangères**
Vincent JAUNET et Fanny MAHLER

189 | MENSUEL
FÉVRIER 2023

Conseil scientifique

Sylvie de VENDEUIL :

Conseiller scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel do CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAOUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Karnov HoldCo France

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : M. Pontus Bodelsson, en qualité de représentant légal de la société Karnov Group Holding AB, elle-même Présidente de la société Karnov HoldCo France SAS, prise en sa qualité de représentant légal de la société éditrice Lamy Liaisons.

Directrice générale : Palmira Andrade

Directrice des éditions : Sylvie Duras

Rédactrice en chef : Chloé Mathonnière

Rédactrices en chef adjointes :

Anouk Jaunasse, Joséphine de Romanet

Ont collaboré à ce numéro :

Jérémy Berlemont, Guillaume Carteret, Pascale Ledoux, Victoria Mauriès et Héloïse Planckaert

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 60,42 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2109-9367

N°ISSN (version imprimée) : 1279-8401

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 0125 T 87146

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC

Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXE

Courriel : contact@wkf.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Sommaire

FOCUS P. 4

- Application du règlement Bruxelles I et clause potestative : précisions sur les conditions de reconnaissance d'une décision

Héloïse PLANCKAERT

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 6

ÉCLAIRAGE P. 17

- Loi de finances pour 2023 : aperçu des principales mesures impactant les entreprises

Ségolène KNEIPP

DOSSIER P. 25

- Les mécanismes statutaires et conventionnels de prévention des conflits entre actionnaires
Arnaud LECOURT
- La résolution des conflits entre actionnaires
Julien CHEVAL
- La constitutionnalité de la clause d'exclusion d'une SAS : d'un litige l'autre ?
Matthieu ZOLOMIAN

ÉTUDE P. 39

- La transmission du fonds de commerce n'emporte pas celle des contrats de distribution : approche critique
Alexandre QUIQUEREZ

DÉCRYPTAGE P. 46

- Contrôle des subventions étrangères
Vincent JAUNET et Fanny MAHLER

REVUE LAMY

Droit des Affaires

LE RENFORCEMENT NORMATIF DE LA RSE

*Grégoire LERAY, Jennifer BARDY, Arnaud CASADO, Ana-Maria ILCHEVA, Vanessa MONTEILLET,
Irina PARACHKEVOVA-RACINE, Anne STEVIGNON, Morgane TIREL*

189 | SUPPLÉMENT
FÉVRIER 2023

Conseil scientifique

Sylvie de VENDEUIL :

Conseiller scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel do CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Karnov HoldCo France

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : M. Pontus Bodelsson, en qualité de représentant légal de la société Karnov Group Holding AB, elle-même Présidente de la société Karnov HoldCo France SAS, prise en sa qualité de représentant légal de la société éditrice Lamy Liaisons.

Directrice générale : Palmira Andrade

Directrice des éditions : Sylvie Duras

Rédactrice en chef : Chloé Mathonnière

Rédactrices en chef adjointes :

Anouk Jaunasse, Joséphine de Romanet

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 60,42 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2109-9367

N°ISSN (version imprimée) : 1279-8401

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 0125 T 87146

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC

Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXE

Courriel : contact@wkf.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Sommaire

- Préface P. 3
- Finance durable, climat et responsabilité P. 6
Grégoire LERAY, Ana-Maria ILCHEVA
- L'article 15 de la proposition de directive sur le devoir de vigilance : signe d'un renforcement normatif de la RSE ? P. 15
Anne STEVIGNON
- RSE, ESG et compliance : éléments pour une distinction P. 22
Morgane TIREL
- Approche comptable de la RSE P. 28
Jennifer BARDY
- La place de la transformation écologique dans le cadre normatif du droit des sociétés P. 32
Irina PARACHKEVOVA-RACINE
- Le renforcement du rôle des représentants du personnel en matière de RSE P. 39
Arnaud CASADO
- L'invocabilité du préjudice écologique pur par une société commerciale P. 45
Grégoire LERAY, Vanessa MONTEILLET
- La RSE dans le secteur des industries extractives P. 50
Ana-Maria ILCHEVA

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 6 du 13 février 2023

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

[Le Capitole et la roche Tarpéienne](#)

N° 191 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | PRISONS

[Dominique Simonnot, surveiller et bannir](#)

N° 192 - Par Anaïs COIGNAC

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | AVOCATS

[Les brèches dans le secret professionnel des avocats](#)

N° 193 - Par Anne-Sophie CHAVENT-LECLÈRE

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

[Reviement de jurisprudence sur la nature de la rente accident du travail](#)

N° 194 - Par Stéphanie PORCHY-SIMON

[Consulter le PDF](#)

L'ENTRETIEN | AVOCATS

[« N'écoutez pas ceux qui ont fait l'EFB il y a plus de 5 ans, tout a changé et ne cesse d'évoluer »](#)

N° 195 - Par Gilles ACCOMANDO et Clémentine KLEITZ

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

[La défense contre une demande de jonction d'instances irréductible à une défense au fond](#)

N° 196 - Par Julien THÉRON

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

[La notification du mémoire préalable interrompt-elle la prescription si elle est suivie d'une saisine du tribunal judiciaire ?](#)

N° 197 - Par Christine QUÉMENT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 2 au 8 février 2023](#)

N° 198

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 23 au 29 janvier 2023](#)

N° 199

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | TIERCE OPPOSITION

[L'autorité de la chose jugée étant limitée au dispositif des décisions, la tierce opposition n'est, dès lors, pas ouverte contre les motifs des décisions](#)

N° 200 - Par Arnaud LECOURT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

Tiers saisi, rien à déclarer

N° 201 - Par Jean-Jacques BARBIERI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

L'action en injonction de l'article L. 123-5-1 du Code de commerce échappe à la prescription de droit commun

N° 202 - Par Arnaud REYGROBELLET

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SECRET DES AFFAIRES

Secret des affaires et saisie-contrefaçon : clarification importante sur la manière de protéger les éléments saisis

N° 203

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 2 au 8 février 2023

N° 204

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 23 au 29 janvier 2023

N° 205

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ARBITRAGE

La convention d'arbitrage et les contrats en cours au sens de l'article L. 622-13 du Code de commerce

N° 206 - Par Tarik LAKSSIMI

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Autonomie des partenaires sociaux dans la détermination des établissements distincts

N° 207 - Par Lydie DAUXERRE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SALAIRES

Le montant net social bientôt sur le bulletin de paie

N° 208

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Licenciement du lanceur d'alerte : de l'office du juge des référés

N° 209

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 2 au 8 février 2023

N° 210

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 23 au 29 janvier 2023

N° 211

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 2 au 8 février 2023

N° 212

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêt P de la Cour de cassation du 23 au 29 janvier 2023

N° 213

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | LIBERTÉ D'EXPRESSION

Il était une fois... un recueil de contes mettant en scène des mariages entre personnes de même sexe

N° 214 - Par Aurélia SCHAHMANECHÉ

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | LIBERTÉ DE CIRCULATION

Conventionnalité d'une assignation à résidence en période d'état d'urgence

N° 215 - Par Laure MILANO

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Attention aux clauses des contrats d'assurance-vie

N° 216 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | AIDES D'ÉTAT

Une aide incompatible doit être remboursée par tous les bénéficiaires : fin d'une saga

N° 217 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | DIFFAMATION-INJURES

L'atteinte à la mémoire d'un défunt doit nuire à ses héritiers

N° 218 - Par Frédéric DANNENBERGER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | ASSOCIATIONS

Procédure de radiation d'un membre d'une association culturelle

N° 219 - Par Cindy LIMONIER

[Consulter le PDF](#)**La Semaine de la doctrine**

L'ÉTUDE | INTERNET

Gouverner la parole en ligne : les défis du Digital Services Act

N° 220 - Par Edouard DUBOUT

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | ARBITRAGE

Droit de l'arbitrage

N° 221 - Par Christophe SERAGLINI , Paul GIRAUD et Léonor JANDARD

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | CONVENTION JUDICIAIRE D'INTÉRÊT PUBLIC

Aggiornamento des lignes directrices du PNF pour la CJIP

N° 222 - Par Bruno QUENTIN

[Consulter le PDF](#)**La Semaine du praticien**

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

Liste des membres du Conseil supérieur de la magistrature

N° 223

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COURS ET TRIBUNAUX

De l'expérimentation à la généralisation des cours criminelles départementales : quel avenir ?

N° 224

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COURS ET TRIBUNAUX

[La Conférence des bâtonniers vent debout contre la généralisation des cours criminelles départementales](#)

N° 225

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

[Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 : la vidéosurveillance automatisée dans la ligne de mire des avocats](#)

N° 226

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

[Justice économique : opposition du CNB à l'instauration d'une contribution financière des entreprises](#)

N° 227

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | TRIBUNAUX DE COMMERCE

[Recommandation du collège de déontologie du Conseil national des tribunaux de commerce sur l'impartialité du juge consulaire](#)

N° 228

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 6 du 09 février 2023

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

BANQUE

3 QUESTIONS - Modification (provisoire) de la méthode de calcul du taux d'usure

N° 147 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

NUMÉRIQUE

Vente en ligne dans l'UE : 37 % des sites examinés ont recours aux « interfaces truquées »

N° 148

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Quel degré d'harmonisation du droit des brevets en Europe (CEIPI)

N° 149

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Le statut du travailleur détaché

N° 150

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Observatoire des offres publiques 2022 - 14e édition

N° 151

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | DISTRIBUTION

Egalim 3 : une énième réforme des règles applicables aux relations d'approvisionnement de la grande distribution

N° 152 - Par Anne-Sophie CHONÉ-GRIMALDI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AIDES D'ÉTAT

La Commission consulte sur une proposition d'encadrement temporaire de crise et de transition

N° 153

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

En 2023, 99 banques de la zone euro vont être soumises à des tests de résistance

N° 154

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

« Computational antitrust » : l'Autorité de la concurrence met à disposition le premier outil de visualisation de ses publications

N° 155

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Concurrence et consommation : abrogation et modification de plusieurs arrêtés

N° 156

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT PÉNAL DES AFFAIRES

Banqueroute par augmentation frauduleuse du passif résultant d'une omission de payer des cotisations

N° 157

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

RSE : l'ABE et l'AEMF rendent leur avis sur le projet de normes européennes de reporting en matière de développement durable

N° 158

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Bilan 2022 de l'action répressive de la CNIL

N° 159

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le secret des affaires dans le cadre d'une saisie-contrefaçon : clarification par la Cour de cassation de la manière de protéger les éléments saisis

N° 160

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Charge de la preuve dans le cadre d'une action en nullité pour vice de forme d'un contrat hors établissement

N° 161

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Exécution d'un contrat de déménagement et précision sur la notion de livraison

N° 162

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Publication d'une nouvelle circulaire relative à la procédure de traitement du surendettement des particuliers

N° 163

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

UE : la France épinglée pour la non-transposition de la directive sur les actions de groupe

N° 164

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Licenciement du lanceur d'alerte : de l'office du juge des référés

N° 165

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | EMPLOI

Recrutement : gestion des données personnelles des candidats

N° 166

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

Prime de partage de la valeur : état des lieux

N° 167

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SYNDICAT

Contrôle du juge sur l'accord collectif fixant le nombre et le périmètre des établissements distincts au sein de l'entreprise

N° 168

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

La récupération d'une aide versée illégalement ne peut être exigée sur la base d'une identification erronée des bénéficiaires

N° 169

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Recouvrement : un bon filon pour obtenir la décharge des impositions

N° 170

[Consulter le PDF](#)**Études et commentaires**

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

De la pertinence des avances consenties par les tiers à une entreprise pour remédier à l'état de cessation des paiements

N° 1040 - Par Jean-Baptiste HAUGUEL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Nature publique de l'action du ministre en matière de pratiques restrictives de concurrence

N° 1041 - Par Martine BEHAR-TOUCHAIS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ASSURANCE

Assurance de groupe : « l'organisateur du groupe » est un distributeur pour la Cour de justice

N° 1042 - Par Pauline PAILLER

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Responsabilité civile - Expert-comptable - Détournements commis par la comptable salariée de l'entreprise non décelés

N° 1043

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AGENT COMMERCIAL

Précisions sur l'indemnité de fin de contrat d'un agent commercial

N° 1044 - Par Nicolas DISSAUX

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Propriété littéraire et artistique

N° 1045

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TEMPS DE TRAVAIL

Le temps de déplacement professionnel revu à la lumière de la jurisprudence de la CJUE

N° 1046 - Par David JACOTOT

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | VISITE ET SAISIE

L'impartialité du juge en droit de visite et de saisie de documents de l'article L. 16 B du LPF : l'effet boomerang

N° 1047 - Par Anastasios PAPAGIANNOULAS

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 7 du 16 février 2023

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

TRAVAIL

[3 QUESTIONS - La liberté d'expression des salariés](#)

N° 171 - Par Hélène DAHER

FISCALITÉ INTERNATIONALE

[Manuel sur le traitement des procédures amiables multilatérales et des arrangements préalables en matière de prix](#)

N° 172

BIBLIOGRAPHIE

[Le banquier face au risque pénal](#)

N° 173

BIBLIOGRAPHIE

[Code des assurances 2023](#)

N° 174

DONNÉES CHIFFRÉES

[Accès des entreprises au crédit 2022 - T4](#)

N° 175

Actualités

AFFAIRES | INFRACTIONS ÉCONOMIQUES

[Assouplissement du cadre réglementaire de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme](#)

N° 176 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

[Éclairage sur l'interruption de la prescription d'un mémoire préalable en fixation du prix du bail révisé ou renouvelé](#)

N° 177

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

[Incompétence du juge d'appel en matière de fixation de l'étalement de la hausse du loyer déplafonné](#)

N° 178

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

[Non-paiement des loyers commerciaux en temps de Covid : nouvelle décision](#)

N° 179

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Indemnisation résultant de la privation du maintien du preneur dans les lieux jusqu'au paiement de l'indemnité d'éviction

N° 180

AFFAIRES | CONCURRENCE

L'Autorité de la concurrence peut accepter les engagements proposés par une entreprise de nature à mettre un terme à des préoccupations de concurrence

N° 181

AFFAIRES | CONTRAT

Cession de créance et retrait consécutif à une cession de droits litigieux

N° 182

AFFAIRES | CONTRATS COMMERCIAUX

Prestation accomplie sur le fondement d'un contrat résolu : la restitution en valeur doit inclure la TVA

N° 183

AFFAIRES | CONTRATS COMMERCIAUX

L'acquéreur, le vendeur, le crédit-bailleur et la grue

N° 184

AFFAIRES | ENTREPRISE

Égalité professionnelle : dernière ligne droite pour les entreprises pour calculer et publier leurs résultats

N° 185

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

La clôture de la procédure collective n'est pas un obstacle au prononcé des sanctions personnelles

N° 186

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Notion de moyen propre fondant la recevabilité de la tierce opposition d'un associé contre le jugement arrêtant le plan de redressement

N° 187

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

La sentence arbitrale qui contrevient au principe d'arrêt des poursuites individuelles ne peut recevoir exequatur

N° 188

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Décision du juge-commissaire et clauses abusives : le juge national et la Cour de justice vent debout pour protéger le consommateur

N° 189

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

La liste des créances remise par le débiteur au mandataire judiciaire vaut déclaration de créance pour le compte du créancier

N° 190

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Le débiteur dessaisi ne peut exercer seul une action en responsabilité contre l'avocat qu'il a mandaté pour l'exercice d'un droit propre

N° 191

AFFAIRES | ÉPARGNE

Protection des épargnants : la proposition de loi adoptée par le Sénat en 1re lecture

N° 192

AFFAIRES | JUSTICE

Publication d'une recommandation du collège de déontologie du Conseil national des tribunaux de commerce sur l'impartialité objective exigée du juge consulaire

N° 193

AFFAIRES | JUSTICE

Justice économique : opposition du CNB à l'instauration d'une contribution financière des entreprises

N° 194

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Professions libérales réglementées : l'ordonnance est publiée

N° 195

AFFAIRES | SÛRETÉS

Point de départ du délai à l'expiration duquel est libérée la caution qui se substitue à la retenue de garantie

N° 196

SOCIAL | AMIANTE

Usage illégal de l'amiante : les salariés exposés peuvent obtenir une indemnisation distincte de celle réparant leur préjudice d'anxiété

N° 197

SOCIAL | AMIANTE

Amiante : l'entreprise utilisatrice peut être tenue de réparer le préjudice d'anxiété des employés de la société sous-traitante

N° 198

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Licenciement pour inaptitude : quand l'avis du médecin du travail exonère l'employeur de reclasser le salarié

N° 199

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Un salarié déclaré inapte ne peut être licencié pour une autre cause que l'inaptitude

N° 200

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

CDD : précisions sur les modalités de calcul des sommes dues au salarié en cas de requalification

N° 201

FISCAL | FISCALITÉ INTERNATIONALE

Réforme de la fiscalité internationale : publication d'orientations techniques pour la mise en oeuvre de l'impôt minimum mondial

N° 202

FISCAL | TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Facturation électronique : nouvelle version des spécifications externes et mise à jour de la FAQ

N° 203

FISCAL | TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Un avis de vérification adressé au mandataire d'une société étrangère désigné en matière de TVA peut être régulier pour le contrôle de l'IS

N° 204

FISCAL | TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

La TVA doit être recentrée « sur son objectif de rendement pour les finances publiques », juge le Conseil des prélèvements obligatoires

N° 205

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ ANONYME

AG annuelle 2023

N° 1048 - Par Marie SUPLOT

AFFAIRES | CONCURRENCE

La complémentarité de l'avantage sans contrepartie et du déséquilibre significatif

N° 1049 - Par Gaël CHANTEPIE

AFFAIRES | CONCURRENCE

Entente verticale : l'existence du préjudice ne se présume pas

N° 1050 - Par Lucas BETTONI

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Procédure civile - Compétence du tribunal civil - Contestation d'un acte mixte - Illustration

N° 1051

AFFAIRES | BANQUE

Responsabilité de la banque : point de départ du délai de 5 ans pour agir en responsabilité contre une banque pour manquement à son devoir de mise en garde

N° 1052 - Par Dominique LEGEAIS

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Banque - Crédit - Demande en paiement - Usurpation d'identité sur crédit non contracté et défaut de vérification de la banque

N° 1053

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Non-application de l'article L. 145-15 du Code de commerce à une demande en requalification d'un contrat en bail commercial

N° 1054 - Par Bastien BRIGNON

SOCIAL | COEMPLOI

Une réunion des critères du coemploi rare mais possible

N° 1055 - Par Juliette BRUNIE

FISCAL | CONTENTIEUX

Dans quelle mesure une décision de jurisprudence peut constituer une circonstance de droit nouvelle justifiant la réouverture de l'instruction ?

N° 1056 - Par D. F.

Revue des procédures collectives civiles et commerciales, n° 1 du 01 janvier 2023

Sommaire du numéro

Repère



PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ

[Droit des procédures collectives : l'harmonisation européenne en marche !](#)

N° 1 - Par Michel MENJUCQ

[Consulter le PDF](#)

Alertes



FOCUS | PGE

[Restructuration des PGE et cotation Banque de France](#)

N° 1 - Par Michel DI MARTINO

[Consulter le PDF](#)

FOCUS | ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

[15 août 2022 - 15 octobre 2022](#)

N° 2 - Par Florent PETIT et Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE

[Statistiques des défaillances 2022](#)

N° 3 - Par Michel DI MARTINO

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PGE RÉSILIENCE

[Prorogation du PGE résilience](#)

N° 4

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BILAN NATIONAL DES ENTREPRISES 2022

[Bilan national des entreprises 2022 : « dynamiques négatives observées » sur l'ensemble des indicateurs](#)

N° 5

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

[Commentaires administratifs du régime fiscal de l'entrepreneur individuel et de l'extinction du statut de l'EIRL](#)

N° 6

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | NOTES DE LECTURE

[Notes de lecture](#)

N° 7

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES TEXTES | VEILLE DES TEXTES

[Du 1er décembre 2022 au 31 janvier 2023](#)

N° 8

[Consulter le PDF](#)

Études



CESSATION DES PAIEMENTS

Peut-on en finir avec le critère de la cessation des paiements ?

N° 1 - Par Cécile JOUIN , Vincent ROUSSEAU et Laura SAUTONIE-LAGUIONIE

[Consulter le PDF](#)

DÉLÉGATION DE PAIEMENT

La délégation à l'épreuve du traitement de l'insolvabilité du délégant

N° 2 - Par Michael TOTA

[Consulter le PDF](#)

PROPOSITION DE DIRECTIVE « INSOLVABILITÉ III »

La procédure de « prepack » du livre VI du Code de commerce français face à la proposition de directive Insolvency III du 7 décembre 2022 (2022/0408)

N° 3 - Par Christophe THEVENOT

[Consulter le PDF](#)

Chronique



PANORAMA DE JURISPRUDENCE

Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté

N° 1 - Par Barbara FRELETEAU-CHAIBRASSOU

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



ASPECTS PROCÉDURAUX | ACTION

Augmentation du délai de déclaration de créance et notion de créancier demeurant à l'étranger

N° 1 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

ASPECTS PROCÉDURAUX | ACTION

Prescription de l'action en sanctions professionnelles

N° 2 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

ASPECTS PROCÉDURAUX | ACTION

Qualité pour agir en report de la date de cessation des paiements dans le cadre d'une instance d'appel

N° 3 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

ASPECTS PROCÉDURAUX | COMPÉTENCE

La clause compromissoire ne peut être éludée par le régime des contrats en cours

N° 4 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

PLANS | EXÉCUTION DU PLAN DE CONTINUATION

Maintien de la suspension des poursuites individuelles pendant l'exécution du plan de sauvegarde

N° 5 - Par Karl LAFBURIE

[Consulter le PDF](#)

PLANS | EXÉCUTION DU PLAN DE CONTINUATION

Le passif né durant l'exécution du plan est soumis au droit commun

N° 6 - Par Karl LAFBURIE

[Consulter le PDF](#)

PLANS | EXÉCUTION DU PLAN DE CONTINUATION

Tierce opposition du créancier omis du plan contre le jugement constatant l'achèvement de son exécution

N° 7 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | CONTRAT DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE

Information du salarié sur le motif économique du licenciement

N° 8 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Requalification du contrat de travail à durée déterminée en contrat à durée indéterminée et garantie de l'AGS

N° 9 - Par David JACOTOT

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | GARANTIE DES SALAIRES

L'intervention de l'AGS en redressement

N° 10 - Par David JACOTOT

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Caractérisation de la cause économique du licenciement

N° 11 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Contrôle administratif du motif économique de licenciement d'un salarié protégé

N° 12 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Le licenciement en liquidation judiciaire à l'épreuve de l'unité économique et sociale

N° 13 - Par David JACOTOT

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI

Étendue du contrôle de l'Administration saisie d'une demande d'homologation d'un PSE

N° 14 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | PROCÉDURE DE LICENCIEMENT

Les dispositions d'ordre public doivent être respectées même en cas de renonciation du salarié

N° 15 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)**Dossier**

CLASSES DE PARTIES AFFECTÉES

Les classes de parties affectées. De la théorie à la pratique

N° 1 - Par Philippe ROUSSEL GALLE et Benoît DESTERACT

[Consulter le PDF](#)

CLASSES DE PARTIES AFFECTÉES

La valeur des classes : critères de constitution (nature, garantie, mérite, motivation,...)

N° 2 - Par Laurence Caroline HENRY , Joanna ROUSSELET , Céline DOMENGET-MORIN , Olivier PÉRONNET et Serge PELLETIER

[Consulter le PDF](#)

CLASSES DE PARTIES AFFECTÉES

La classe de l'actionnaire : droits et devoirs politiques, parentaux et financiers

N° 3 - Par Jean-Jacques ANSAULT , Xavier BAILLY , Jean-Pierre FARGES , Astrid ZOURLI et Hélène BOURBOULOUX

[Consulter le PDF](#)

CLASSES DE PARTIES AFFECTÉES

Les créanciers hors système ou non affectés

N° 4 - Par Augustin AYNÈS , Ségolène COIFFET , Théophile FORNACCIARI , Marc SÉNÉCHAL et Patricia LE MARCHAND

[Consulter le PDF](#)

DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

L'État agissant, agréant, subissant : un créancier enfin comme les autres ?

N° 5 - Par Muriel CHAGNY , Laurent SUSTER , Stephen ALMASEANU , Romain GRAU et Clotilde DELEMAZURE

[Consulter le PDF](#)

CLASSES DE PARTIES AFFECTÉES

Quelques propos conclusifs sur les classes de parties affectées

N° 6 - Par Philippe ROUSSEL GALLE

[Consulter le PDF](#)

Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, n° 1 du 13 février 2023

Sommaire du numéro

Éditorial

PNF

[Zoom sur « la carotte et le bâton »](#)

N° 1 - Par Roxana FAMILY,

[Consulter le PDF](#)

Actualités

FOCUS | TRAVAIL FORCÉ DES ENFANTS

[Tackling Child Labour in the Democratic Republic of Congo](#)

N° 2 - Par Benafsha DELGADO

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COMPLIANCE ET ÉTHIQUE DES AFFAIRES - FRANCE

[Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture](#)

N° 3

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTHIQUE RESPONSABLE DES AFFAIRES

[Proposition de loi pour une éthique responsable des affaires](#)

N° 4

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DIVIDENDE SOCIÉTAL

[Création par le Crédit Mutuel d'un « dividende sociétal »](#)

N° 5

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

[Formation des magistrats, enquêteurs et experts étrangers organisé par l'AFA en partenariat avec l'ENM](#)

N° 6

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AUCHAN

[Non-lieu confirmé en faveur du groupe Auchan dans le cadre de la plainte pour pratiques commerciales trompeuses](#)

N° 7

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AMF

[Publication du rapport 2022 de l'AMF sur le gouvernement d'entreprise et la rémunération des dirigeants des sociétés cotées](#)

N° 8

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BAROMÈTRE DES RÉMUNÉRATIONS

[Publication du nouveau « baromètre des rémunérations » des CEO du CAC 40 et du SBF](#)

120

N° 9

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | KPMG

[Publication d'une étude par KPMG sur l'évolution de la prise en compte des critères ESG par les entreprises](#)

N° 10

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DGSJ

[Publication d'une note de la DGSJ alertant les entreprises sur les risques liés à des audits externes intrusifs](#)

N° 11

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PWC

[Publication par le cabinet PwC d'une étude sur l'évolution des enjeux des directions financières](#)

N° 12

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

[Publication par l'AFA d'un nouveau guide destiné à accompagner les régions](#)

N° 13

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TOTALENERGIES

[Réponse par TotalEnergies à deux associations au sujet d'explorations gazières en Afrique du Sud](#)

N° 14

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

[Accord sur le MACF](#)

N° 15

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DIRECTIVE

[Adoption de la directive relative à la parité des genres au sein des conseils d'administration des sociétés cotées](#)

N° 16

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROPOSITION DE DIRECTIVE

[Adoption par le Conseil de l'UE d'une décision criminalisant la violation des mesures restrictives de l'UE](#)

N° 17

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÉOLUTION

[Adoption par le Parlement européen d'une résolution sur la situation des droits de l'Homme au Qatar](#)

N° 18

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SOUPÇONS DE CORRUPTION

[Belgique : soupçons de corruption au Parlement européen](#)

N° 19

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PARLEMENT EUROPÉEN

[Lancement d'une procédure de levée d'immunité par le Parlement européen pour 2](#)

eurodéputés soupçonnés de corruption dans le cadre du « Qatargate »

N° 20

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PAYS-BAS

Pays-Bas : appel de 3 pays pour la création d'un tribunal international anticorruption

N° 21

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PAYS-BAS

Pays-Bas : dépôt d'un nouveau projet de loi sur le devoir de vigilance

N° 22

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

Biélorussie : IKEA accusée d'avoir eu recours au travail forcé de prisonniers

N° 23

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

États-Unis : création avec le Japon d'un nouveau groupe de travail sur les droits de l'Homme dans les chaînes d'approvisionnement

N° 24

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

États-Unis : enquête du Sénat américain sur les liens ciblant 8 constructeurs automobiles avec le travail forcé dans la province du Xinjiang

N° 25

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS - PROCÉDURE DE LA SEC

États-Unis : procédure de la SEC contre la banque Goldman Sachs pour écoblanchiment

N° 26

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

États-Unis : 39e conférence internationale sur le FCPA par l'ACI

N° 27

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RAPPORT D'ANALYSE

International : publication d'un rapport d'analyse sur les disparités de l'application des sanctions Magnitsky dans le monde

N° 28

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TRACE INTERNATIONAL

Monde : publication par l'association TRACE International de sa matrice des risques anticorruption pour 2022

N° 29

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Monde : 20e édition de la conférence internationale de lutte contre la corruption par TI et les États-Unis

N° 30

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUISSE

Suisse : de nouvelles obligations de reporting ESG applicables dès janvier 2023

N° 31 - Par Isabelle BUFFLIER,

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES ET DROITS HUMAINS

[Devoir de vigilance : assignation contre Danone sur sa stratégie liée au plastique](#)

N° 32

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

[Gouvernement d'entreprise : révision du code AFEP-MEDEF](#)

N° 33

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MINERAIS DE CONFLIT

[Minerais de conflit : obligation de communication de la liste des entreprises](#)

N° 34

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

[Violence et harcèlement au travail : enquête mondiale de l'OIT](#)

N° 35

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COP 15

[COP 15 : accord de Kunming-Montréal sur la biodiversité](#)

N° 36 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

Chronique

SANCTIONS & CONTRÔLE DES EXPORTATIONS

[An Update on EU Sanctions against Russia \(October - December 2022\)](#)

N° 37 - Par Jan DUNIN-WASOWICZ , Nicolas BURNICHON et Aurore MAROTEAU

[Consulter le PDF](#)

Études

DROITS DE L'HOMME DES AFFAIRES

[Strategic Lawsuits Against Public Participation and Corporate Human Rights Due Diligence](#)

N° 38 - Par Medhi SI DJELLOUL , Paolo GALIZZI et Emily SMITH EWING

[Consulter le PDF](#)

PROTECTION DE LA CLIENTÈLE

[Communications commerciales à destination des réseaux de distribution](#)

N° 39 - Par Jocelyne CHETTIAR

[Consulter le PDF](#)

Commentaires

CJIP

[CJIP : publication des nouvelles lignes directrices du PNF](#)

N° 40 - Par Alice DUNOYER DE SEGONZAC , Karima CHAÏB et Thomas BAUDESSON

[Consulter le PDF](#)

CLIMAT

[Upcoming Obligation for Swiss Companies to Comply with TCFD Recommendations](#)

N° 41 - Par Tennessee SOUDAIN

[Consulter le PDF](#)

DEVOIR DE DILIGENCE DES ENTREPRISES

[La mise en oeuvre de la loi allemande de diligence](#)

N° 42 - Par Bénédicte QUERENET-HAHN et Leonie BABST

[Consulter le PDF](#)

DEVOIR DE VIGILANCE

[Le futur du devoir de vigilance : les arbitrages du Conseil de l'Union européenne](#)

N° 43 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

DROITS DE L'HOMME DES AFFAIRES

[Questions autour de l'accord conclu par Lafarge SA avec la justice américaine](#)

N° 44 - Par François ZIMERAY , Lily COISMAN et Judith DEROUET

[Consulter le PDF](#)

LCB-FT

[La justice européenne invalide l'accès au public des registres sur les bénéficiaires effectifs](#)

N° 45 - Par Sara BRIMBEUF

[Consulter le PDF](#)

LCB-FT

[L'ACPR, l'IA et le contrôle LCB-FT : la première sanction](#)

N° 46 - Par Solène CLÉMENT

[Consulter le PDF](#)

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

[The Airbus CJIP of 2022: Act 1, Scene 2](#)

N° 47 - Par Bénédicte GRAULLE et Yanis RAHIM

[Consulter le PDF](#)

RSE

[Les nouvelles obligations européennes en matière de reporting extrafinancier](#)

N° 48 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

Cahiers pratiques



DEVOIR DE VIGILANCE

[Due Diligence Obligations under German and French Laws](#)

N° 49 - Par Bénédicte QUERENET-HAHN et Leonie BABST

[Consulter le PDF](#)

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

[Les contrôles comptables anticorruption](#)

N° 50 - Par George FIFE et Imène TOUMI

[Consulter le PDF](#)

Rédacteurs en chef • Editors in Chief

Charles Kaplan ■ Charles Nairac

Lextenso

Les
Cahiers
de
l'Arbitrage

The
Paris
Journal
International
of
Arbitration

2022 4

Sommaire

2022-4

Éditorial / Editorial

Charles KAPLAN et Charles NAIRAC 1025

I. Doctrine – Débats / Articles – Debates

Sanctions, Countermeasures, and their Impact on International Arbitration
by Charles CLAYPOOLE 1035

Allocution introductive de Marc Henry, Président de l'Association Française d'Arbitrage à la conférence annuelle de l'AFA 1051

L'évolution de la question morale dans l'arbitrage,
Intervention AFA, 18 octobre 2022
par Matthieu DE BOISSÉSON 1053

II. Chronique sur les investissements / Investments Chronicle

Sous la direction de Laurie ACHTOUK-SPIVAK, Julien CAZALA et Arnaud DE NANTEUIL, avec la collaboration de Claire CRÉPET DAIGREMONT, Yasmine EL ACHKAR, Mathilde FRAPPIER, Arianna RAFIQ et Benjamin SAMSON

Actualités

par Arnaud DE NANTEUIL 1071
[Le nouveau règlement d'arbitrage du CIRDI]

Procédure

1) *Questions temporelles dans l'arbitrage investisseur-État : applicabilité temporelle du traité bilatéral d'investissement et prescription des demandes*
par Benjamin SAMSON 1080
[Mabco Constructions SA c/ République du Kosovo, CIRDI n° ARB/17/25, décision sur la compétence, 30 octobre 2020 ; Astrida Benita Carrizosa c/ République de Colombie, CIRDI n° ARB/18/5, sentence, 19 avril 2021 ; OOO Manolium Processing c/ République de Biélorussie, CPA n° 2018-06, sentence finale, 22 juin 2021]

- 2) La délicate question de la représentation des parties devant les juridictions arbitrales**
- par Mathilde FRAPPIER..... 1091
 [Valores Mundiales, S.L. et Consorcio Andino S.L. c/ République bolivarienne du Venezuela, CIRDI ARB/13/11, procédure d'annulation devant le comité ad hoc, résolution procédurale n° 2, 29 août 2019 ; AS PNB Banka et autres c/ République de Lettonie, CIRDI ABR/17/47, ordonnance de procédure n° 9, décision sur la représentation de AS PNB Banka, 9 août 2021 ; Carnegie Minerals (Gambia) Limited c/ République de la Gambie, CIRDI ARB/09/19, procédure d'annulation devant le comité ad hoc, décision sur la représentation, 7 octobre 2016]
- 3) Actualité du contrôle de la compétence par les juridictions françaises**
- par Yasmine EL ACHKAR..... 1102
 [CA Paris, RG n° 18/14721, 24 septembre 2019, *Moldavie c/ Komstroy* ; CA Paris, RG n° 19/03588, 3 juin 2020, *Serafin Garcia et al. c/ Venezuela* ; CA Paris, RG n° 18/02568, 17 novembre 2020, *Libye c/ Sorelec* ; CA Paris, RG n° 16/04161, 30 mars 2021, *Fédération de Russie c/ Joint Stock Company « State Savings Bank of Ukraine » (Jsc Oschadbank)* ; CA Paris, RG n° 19/12417, 14 décembre 2021, *République de l'Équateur c/ Mantenimientos, Ayuda A La Explotacion Y Servicios – Maessa* ; CA Paris, RG n° 20/130857, 19 avril 2022, *Pologne c/ Strabag SE et al.* ; CA Paris, RG n° 20/145817, 19 avril 2022, *Pologne c/ Sociéte CEC Praha* ; CA Paris, RG n° 21/10427, 7 juin 2022, *Venezuela c/ Rusoro Mining Limited* ; – Cour de cassation, Cass. 1^{re} civ., 2 décembre 2020, n° 16-15.396, *Bull. civ.*, 2020, n° 12, p. 35, *Schooner et al. c/ Pologne* ; Cour de cassation Cass. 1^{re} civ., 31 mars 2021, n° 19-11.551, *Venezuela c/ Rusoro Mining Limited*, *Bull. civ.*, 2021, n° 3, p. 66 ; Cour de cassation, Cass. 1^{re} civ., 1^{er} décembre 2021, n° 20-16.714, *Serafin Garcia et al. c/ Venezuela*, non publié]
- Fond**
- 4) Interprétation des traités et clauses d'exception en matière environnementale**
- par Arianna RAFIQ..... 1113
 [Valores Mundiales, S.L. et Consorcio Andino S.L. c/ République bolivarienne du Venezuela, CIRDI ARB/13/11, procédure d'annulation devant le comité ad hoc, résolution procédurale n° 2, 29 août 2019 ; Eco Oro Minerals Corp. c/ République de Colombie, CIRDI n° ARB/16/41, décision sur la compétence, la responsabilité et instructions sur le quantum, 9 septembre 2021 ; Infinito Gold c/ République du Costa Rica, CIRDI n° ARB/14/5, sentence, 3 juin 2021.
- 5) Tour d'horizon des questions de corruption soulevées dans les différends en matière d'investissement**
- par Laurie ACHTOUK-SPIVAK..... 1125
 [Littop Enterprises Limited et al. c/ Ukraine, SCC n° V 2015/092, sentence finale, 4 février 2021 ; Infracapital F1 S.à r.l. et Infracapital Solar B.V c/ Espagne, CIRDI n° ARB/16/18, décision sur la compétence, la responsabilité

et le quantum, 13 septembre 2021 ; *Infinito Gold Ltd c/ Costa Rica*, CIRDI n° ARB/14/5, sentence, 3 juin 2021 ; *Penwell Business Limited c/ République Kirghize*, CPA n° 2017-31, sentence, 8 octobre 2021 ; *BSG Resources Limited et al. c/ République de Guinée*, CIRDI n° ARB/14/22, sentence, 18 mai 2022 ; *Webcor c/ Gabon*, Cour d'appel de Paris, RG n° 18/18708, arrêt, 25 mai 2021 ; *Libye c/ Nural*, Cour d'appel de Paris, RG n° 19/19834, arrêt, 28 septembre 2021 ; *Global Voice c/ Guinée*, Cour d'appel de Paris, RG n° 19/17531, arrêt, 7 septembre 2021 ; *Belokon c/ République kirghize*, Cour de cassation (Cass. 1^{re} civ.), n° 17-17.981, arrêt, 23 mars 2022 ; *République [A] c/ Groupement [B]*, Cour d'appel de Paris, RG n°20/03242, arrêt, 5 avril 2022 ; *Sorelec c/ Libye*, Cour de cassation (Cass. 1^{re} civ.), n° 20-22.118, arrêt, 7 septembre 2022]

6) Protection de l'investisseur contre le déni de justice

par Julien CAZALA 1132
 [Casinos Austria International GmbH and Casinos Austria Aktiengesellschaft c/ République d'Argentine, CIRDI n° ARB/14/32, sentence, 5 novembre 2021 ; Pawlowski AG and Projekt Sever S.R.O. c/ République tchèque, CIRDI n° ARB/17/11, sentence, 1^{er} novembre 2021 ; Lion Mexico consolidated L.P. c/ États-Unis du Mexique, CIRDI (MS) n° ARB(AF)/15/2, sentence, 20 septembre 2021 ; OOO Manolium-Processing c/ République du Belarus, PCA n° 2018-06, sentence 22 juin 2021 ; *Infinito Gold Ltd. c/ République du Costa Rica*, CIRDI n° ARB/14/5, sentence, 3 juin 2021 ; *Agility Public Warehouse Company K.S.C. c/ République d'Irak*, CIRDI n° ARB/17/7, sentence, 22 février 2021 ; *Bridgestone Licensing Services, Inc. and Bridgestone Americas, Inc. c/ République du Panama*, CIRDI n° ARB/16/34, sentence, 14 août 2020]

Droit de l'Union européenne

7) Arbitrage d'investissement et droit de l'Union européenne

par Claire CREPET DAIGREMONT 1142
 [Moldavie c/ Komstroy LLC, CJUE, n° C-741/19, arrêt (grande chambre), 2 septembre 2021 ; Pologne c/ PL Holdings, CJUE, n° C-109/20, arrêt (grande chambre), 26 octobre 2021 ; Commission c/ European Food SA, Ioan Micula et al., CJUE, n° C-638/19 P, arrêt (grande chambre), 25 janvier 2022 ; Green Power partners K/S, SCE Solar Don Benito APS c/ Espagne, SCC Arbitration n° V (2016/135), sentence, 16 juin 2022]

III. Commentaires de jurisprudence / Case Law

Sous la direction de Christophe SERAGLINI

Affaire Rusoro c. Venezuela : compétence, recevabilité et calcul de dommages et intérêts ne font pas bon ménage

par Marie STOYANOV, Ekaterina OGER GRIVNOVA
 et Gary SMADJA..... 1163
 [Rusoro c. Venezuela, Cass., 31 mars 2021, n° 19-11551, 7 juin 2022]

Vers l'émergence d'un critère véritablement autonome du « risque de lésion grave » pour arrêter ou aménager l'exécution provisoire des sentences internationales ?

par Isabelle MICHOU 1173
 [Paris, 12 juillet 2022, n° RG 22/04007, *La Malaisie c/ Mme Nurhima KIRAM FORNAN et consorts*, et Paris, 12 juillet 2022, n° RG 21/12127, *Sté MAEG Costruzioni S.p.A. c/ Groupement Santullo – Sericom Gabon S.A.*]

Obligation de révélation et devoir d'indépendance et d'impartialité des arbitres : effets d'un « accord procédural » réduisant le champ du doute raisonnable et maintenant l'obligation de révélation continue

par Marc HENRY 1179
 [Paris, Pôle 5, Chambre 16, 11 janvier 2022, n° 19/19201, *Rio Tinto France, Rio Tinto Alcan Inc c/ SAS Alteo Gardanne*]

IV. Panorama international de jurisprudence / Panorama Of World Case Law

sous la direction de Michael POLKINGHORNE et Louis DEGOS

– *Allemagne et Autriche*

par Detlev KHUNER et Jessica NOY GSELL 1201

– *Angleterre*

par Rupert REECE, Natasha PETER, James CASEY et Rebecca MEE ... 1217

– *Brésil*

par Eduardo DAMIÃO GONÇALVES et Vicente PEREIRA DE ASSIS..... 1245

– *France [Arbitrage interne et international]*

par Priscille PEDONE et Bertrand ROBERT 1255

– *France [Règlement amiable]*

par Priscille PEDONE et Bertrand ROBERT 1317

– *Italie*

par Michele SABATINI et Valeria FASCIANI..... 1337

– *Suède*

par Åsa WALLER et Hampus HÖGBERG 1347

– *Suisse*

par Pierre Yves GUNTER et Nadia SMAHI 1351

À la une

La saisie pénale des actifs numériques : une saisie virtuelle ?

étude par Jérémy BOURGAIS et Clémence OLIVIER

La saisie pénale des actifs numériques (cryptomonnaies, NFT...) constitue, pour les années à venir, un enjeu majeur de la lutte contre la criminalité. Pour assurer l'effectivité de la saisie de ces actifs volatils, la LOPMI du 24 janvier 2023 a introduit une procédure de saisie pragmatique... mais discutable.



© Laurentiu Iordache_AdobeStock

Actualité

Le CNB veut replacer l'avocat au cœur de l'action de groupe

focus

DAC6 et respect du secret professionnel : une première victoire pour les avocats

entretien avec Jacques TAQUET

Technique

La mise à la retraite du salarié

étude par Steven RIOCHE

Jurisprudence

Le registre des bénéficiaires effectifs : fin du dilemme entre transparence et vie privée ?

note par Aude GUYON, Pauline KLEIN, Christel GOMEZ et Florine PIETTE sous CJUE, 22 nov. 2022

Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Emmanuel DREYER

Professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

• François FOURMENT

Professeur à l'université de Tours

AVEC LA PARTICIPATION DE

Paul CAZALBOU et Stéphane DETRAZ



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

P-DG, Directeur de la publication : Bruno Vergé
Directrice générale déléguée : Emmanuelle Filiberti
Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40
Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2023

* Prix TTC au n° : 20 €
+ frais de port
* Abonnement France (un an) :
Journal seul : 570,74 € TTC
Recueils + table seuls : 556,45 € TTC
Journal, recueil + table : 764,73 €
Abonnement feuiltable numérique : 244,02 € TTC
* Abonnement étranger (un an) :
Journal seul : 645 €
Journal, recueil + table : 859 €
Abonnement feuiltable numérique : 239 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0523 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),
issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 689 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL445s7 ■ Le CNB veut replacer l'avocat au cœur de l'action
de groupe 3
- GPL445s6 ■ La cité judiciaire de Toulon va enfin voir le jour... en 2027 5
- GPL445u0 ■ 2023-2027 : composition du CSM 6
- GPL445w1 ■ DAC6 et respect du secret professionnel : une première
victoire pour les avocats
entretien avec Jacques TAQUET 7
- GPL445t6 ■ Élèves-avocats : « l'Edase veut être l'antichambre
de leur future vie professionnelle »
entretien avec Yann ARNOUX-POLLAK 8


Doctrine

- GPL445t4 ■ La saisie pénale des actifs numériques : une saisie virtuelle ?
étude par Jérémy BOURGAIS et Clémence OLIVIER 10

Technique

- GPL445t1 ■ La mise à la retraite du salarié
étude par Steven RIOCHE 15

Jurisprudence

- GPL445t5 ■ L'usufruitier n'a pas la qualité d'associé : la Cour
de cassation persiste et en tire la conséquence fiscale en matière
de cession de l'usufruit des droits sociaux
note par Anne-Lou RANDEGGER sous Cass. com., 30 nov. 2022 17
- GPL444t5 ■ Le registre des bénéficiaires effectifs : fin du dilemme
entre transparence et vie privée ?
note par Aude GUYON, Pauline KLEIN, Christel GOMEZ et Florine PIETTE
sous CJUE, 22 nov. 2022 20
- GPL445n5 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 23
- GPL445h6 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 28
- GPL445g5 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne
des droits de l'Homme
par Catherine BERLAUD 31
- GPL445l4 ■ Chronique de jurisprudence du Tribunal des conflits
et du Conseil d'État : le contentieux du monde judiciaire
par Pauline HOT <https://lext.so/GPL445l4> 

Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE 33

Sous la responsabilité scientifique de
Emmanuel DREYER et François FOURMENT